

# GRAND CALAIS

Terres & Mers



**Marché de prestations liées à la vérification  
périodique obligatoire des bâtiments  
communaux**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**C.C.A.P**

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>3</b>
1.1	OBJET DES PRESTATIONS .....	3
1.2	TRANCHES ET LOTS .....	3
1.3	FORME DU MARCHE .....	3
1.4	DUREE DU MARCHE .....	3
1.5	LIEUX D'EXECUTION.....	4
<b>2</b>	<b>CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>5</b>
3.1	PIECES PARTICULIERES .....	5
3.2	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE .....	5
3.3	REPARATION DES DOMMAGES .....	6
3.4	ASSURANCES .....	6
3.5	AUTRES OBLIGATIONS .....	6
3.5.1	<i>Obligations relatives à la sous-traitance .....</i>	<i>6</i>
3.6	CONFIDENTIALITE ET SECURITE.....	7
3.6.1	<i>Obligation de confidentialité.....</i>	<i>7</i>
3.6.2	<i>Protection des données à caractère personnel.....</i>	<i>7</i>
3.6.3	<i>Mesures de sécurité.....</i>	<i>8</i>
<b>4</b>	<b>CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>8</b>
4.1	DISPOSITIONS GENERALES .....	8
4.2	FORMATION DU PERSONNEL .....	8
<b>5</b>	<b>BORDEREAUX DES PRIX UNITAIRES .....</b>	<b>8</b>
<b>6</b>	<b>PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>9</b>
6.1	REPARTITION DES PAIEMENTS .....	9
6.2	CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS ET DE REGLEMENT DES COMPTES .....	9
6.2.1	<i>Modalités d'établissement des prix .....</i>	<i>9</i>
6.2.2	<i>Caractéristiques des prix pratiqués.....</i>	<i>9</i>
6.2.3	<i>Modalités de règlement des comptes.....</i>	<i>9</i>
6.3	VARIATION DANS LES PRIX .....	10
6.3.1	<i>Type de variation des prix.....</i>	<i>10</i>
6.3.2	<i>Mois d'établissement des prix du marché .....</i>	<i>10</i>
6.3.3	<i>Modalités des variations des prix.....</i>	<i>10</i>
6.4	PENALITES POUR RETARD .....	10
<b>7</b>	<b>PAIEMENT.....</b>	<b>10</b>
<b>8</b>	<b>CONDITIONS D'AGREMENT.....</b>	<b>11</b>
<b>9</b>	<b>VARIATION DU VOLUME DES PRESTATIONS .....</b>	<b>11</b>
<b>10</b>	<b>ADMISSION.....</b>	<b>12</b>
<b>11</b>	<b>CLAUDE DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....</b>	<b>12</b>
11.1	AVANCE.....	12
<b>12</b>	<b>RESILIATION DU MARCHE.....</b>	<b>12</b>
<b>13</b>	<b>ARTICLES DEROGES .....</b>	<b>12</b>

## **1 OBJET DU MARCHE**

### **1.1 Objet des prestations**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les prestations suivantes :

#### **Vérification périodique obligatoire des bâtiments communautaires**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

### **1.2 Tranches et Lots**

Sans objet.

### **1.3 Forme du marché**

La consultation donnera lieu à un accord-cadre à bons de commandes avec un minimum et un maximum de commandes, en application de l'article 78 – I alinéa 3 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 dont les prestations seront susceptibles de varier de la manière suivante :

**Montant minimum : 7 000 € HT par an**

**Montant maximum : 50 000 € HT par an**

Les prestations feront l'objet de bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précisera :

- Nom et adresse du titulaire,
- Numéro et date du marché,
- Adresse de livraison,
- Adresse de facturation,
- Désignation des prestations,
- Délais maximum de livraison,
- Montant total hors taxes de la commande,
- Taux et montant de la TVA,
- Montant total TTC

La personne habilitée à signer les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur.

La durée maximale d'exécution du dernier bon de commande au terme du marché ne pourra excéder 2 mois.

### **1.4 Durée du marché**

Elle est fixée à 1 an à compter de la date de notification du marché, reconductible 3 fois 1 an.

La personne publique prend par écrit la décision de reconduire ou non le marché. En cas de reconduction, le titulaire du marché est tenu d'accepter la décision qui lui est notifiée.

Lorsque ce terme est atteint sans que la personne publique ait signifié au titulaire sa décision, celui-ci peut solliciter la reconduction du marché. En cas de silence gardé par la personne publique à l'expiration du marché, ce dernier n'est pas reconduit.

Les délais d'exécution sont indiqués dans le cahier des clauses techniques particulières.

### **1.5 Lieux d'exécution**

- Piscine Patinoire ICEO à CALAIS,
- Hotel Communautaire à CALAIS,
- Service Archéologie ZI des Dunes à CALAIS,
- Conservatoire à Rayonnement Départemental (Ecole de Musique) à CALAIS,
- Ecole d'Art à CALAIS,
- Piscine RANSON à CALAIS,
- Antenne de l'Ecole de Musique de Blériot à BLERIOT-Plage,
- Base de Voile à SANGATTE/BLERIOT-Plage,
- Aéroport de MARCK ,
- Base de Chars à Voile à MARCK
- Station Monod à CALAIS
- Station Toul à CALAIS, ainsi que l'ensemble des stations d'assainissement de la communauté d'agglomération du Grand Calais
- Crèche Pom de Reinette à FRETHUN
- Crèche Pom d'Api aux ATTAQUES

## **2 CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS**

Compte tenu de la diversité et de la complexité des installations, le Service Bâtiments ne pourra fournir avec le marché, ni descriptifs, ni plans ou schémas des équipements.

Le soumissionnaire aura la possibilité de visiter les lieux, dans les conditions fixées avec le Service Bâtiments.

Contact : Monsieur Baptiste DELROCQ, Service Bâtiments, téléphone : 03 21 19 55 23.

Le soumissionnaire sera tenu d'effectuer l'ensemble des prestations définies dans son offre. Aucune révision, hormis la révision de prix annuelle, du montant proposé ne sera acceptée par insuffisance de connaissance des lieux.

### **3 Documents contractuels**

#### **3.1 Pièces particulières**

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ♦ l'acte d'engagement
- ♦ le cahier des clauses administratives particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi
- ♦ le règlement de consultation (RC)
- ♦ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- ♦ Les bordereaux des prix unitaires
- ♦ Les bordereaux d'aide à la décision
- ♦ les Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services
- ♦ Mémoire technique

#### **3.2 Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur dans un délai de 10 jours.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le contrat est rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

### **3.3 Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

### **3.4 Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG FCS.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **3.5 Autres obligations**

#### **3.5.1 Obligations relatives à la sous-traitance**

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 62 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 133 à 137 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 32.1 du CCAG FCS).

### **3.6 Confidentialité et sécurité**

#### *3.6.1 Obligation de confidentialité*

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

#### *3.6.2 Protection des données à caractère personnel*

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

### 3.6.3 Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

## 4 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 4.1 Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

### 4.2 Formation du personnel

Le Titulaire n'assurera pas la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations objet du marché.

## 5 BORDEREAUX DES PRIX UNITAIRES

Un tableau (recensement des vérifications périodiques) précise, en fonction de chaque bâtiment, la nature des contrôles à effectuer.

Un tableau (bordereau de prix unitaires) permet d'indiquer par secteur et pour chaque établissement le coût hors taxe des visites (à indiquer dans les cases blanches).

Pour les vérifications LEV6, PP6, le montant à inscrire dans le bordereau de prix unitaires correspond au montant d'une vérification semestrielle car il est fait mention du nombre de vérifications dans le détail estimatif.

Pour les vérifications PR 40 et PAR 36, le montant à inscrire dans le bordereau de prix unitaires correspond au montant d'une vérification. Ces vérifications seront à facturer uniquement dans l'année de réalisation des dites-vérifications.

Les prix définis comportent également tous les frais, bénéfices, déplacements, transports, taxes autres que la TVA, frais d'assurances, d'étude, ainsi que toutes sujétions se rapportant aux visites.



## **6 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS**

### ***6.1 Répartition des paiements***

L'acte d'engagement indique le montant estimé des 3 Détails Estimatifs d'Aide à la Décision (Bâtiments Aéroport, Bâtiments et Sites de l'Assainissement, et autres Bâtiments Communautaires), et ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

### ***6.2 Contenu des prix - Mode d'évaluation des prestations et de règlement des comptes***

#### ***6.2.1 Modalités d'établissement des prix***

Les prix du marché sont hors T.V.A. et comportent également tous les frais, bénéfices, déplacements, transports, assurances ainsi que toutes les sujétions se rapportant aux visites.

#### ***6.2.2 Caractéristiques des prix pratiqués***

##### ***6.2.2.1 Modalités de règlement :***

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires figurant au bordereau de prix unitaires de chaque ensemble.

##### ***6.2.2.2 Prix non prévus :***

Toute nouvelle prestation non référencée dans le présent contrat fera l'objet d'un Avenant, incluant un prix supplémentaire, signé des deux parties.

#### ***6.2.3 Modalités de règlement des comptes***

Le titulaire pourra présenter des factures au fur et à mesure de l'avancement de l'exécution des prestations.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

### **6.3 Variation dans les prix**

#### *6.3.1 Type de variation des prix*

Les prix sont mis à jour suivant les modalités définies au présent document.

#### *6.3.2 Mois d'établissement des prix du marché*

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de juin 2017, ce mois est appelé "mois zéro".

#### *6.3.3 Modalités des variations des prix*

Les prix portés aux bordereaux des prix seront réputés fermes pour l'année 2017.

La mise à jour des prix aura lieu annuellement à la date d'anniversaire de la notification du marché et pour la première fois en 2018 à l'aide de la formule ci-dessous :

$$P = P_0 \cdot (0,15 + (0,85 \cdot (I_m / I_{m0})))$$

**I<sub>m0</sub>** est la valeur de l'indice des salaires dans les industries mécaniques et électriques (ICHT TS1) relevée au mois de juin 2017.

**I<sub>m</sub>** est la valeur de l'indice des salaires dans les industries mécaniques et électriques (ICHT TS1) connue à chaque mois d'anniversaire du présent marché et publiée sur le site de l'INSEE.

**P** est le prix applicable pour l'année N.

**P<sub>0</sub>** est le prix établi dans le bordereau de prix unitaires.

Après révision, les prix seront fermes pendant toute la durée de l'année considérée.

### **6.4 Pénalités pour retard**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de non-respect des obligations prévues au marché, tout dépassement donnera lieu à l'application immédiate d'une pénalité fixée à :

- 80 €/HT par rapport de vérification non présenté par semaine de retard,
- 40 €/HT par jour de retard sur la programmation des vérifications.

## **7 PAIEMENT**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG FCS.

Les factures des prestations seront adressées à :

Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers  
Direction des Ressources Financières  
76 Boulevard Gambetta - CS 40 021  
62 101 CALAIS CEDEX

Les factures seront présentées sous la forme du bordereau de prix unitaires et du détail estimatif.

Dans l'éventualité où le logiciel du prestataire ne puisse satisfaire cette demande, une annexe à la facture, rappelant les références de la dite-facture, sera jointe et sera présentée sous la forme du bordereau de prix unitaires et du détail estimatif.

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

## **8 CONDITIONS D'AGREMENT**

A insérer impérativement dans la première enveloppe :

En application de l'arrêté du 7 novembre 1990 relatif aux conditions d'agrément pour les vérifications réglementaires prévues dans les établissements recevant du public, le prestataire devra fournir une copie du Journal Officiel attestant la validité de ses agréments, notamment pour :

- a) les installations électriques et éclairage,
- b) le fonctionnement des ascenseurs,
- c) le comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, cloisonnements et dégagements, dispositifs d'alarme et d'alerte, moyens de secours, équipement de désenfumage naturel,
- d) les installations de gaz, de chauffage, de réfrigération et de conditionnement d'air, équipement de désenfumage mécanique.

L'agrément vise, d'une part, les phases de conception et de constructions, d'autre part, la phase d'exploitation.

Le prestataire ne possédant pas les agréments a), b), c), d) ne pourra pas être retenu par la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers.

## **9 VARIATION DU VOLUME DES PRESTATIONS**

La Communauté d'Agglomération Grand Calais Terre et Mers se réserve le droit de modifier la nature et le nombre des visites prévues dans le tableau "Recensement des vérifications périodiques obligatoires".

## **10 ADMISSION**

Le règlement de la facture ne sera accepté qu'après réception des rapports établis par le titulaire conformément à l'article 8 du CCTP.

L'acceptation du règlement de la facture par la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres et Mers, vaudra admission des prestations à compter de la date d'émission du mandat.

## **11 CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

Le titulaire du marché est dispensé d'une retenue de garantie.

### **11.1 Avance**

Pas d'avance prévue.

## **12 RESILIATION DU MARCHE**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG FCS.

## **13 ARTICLES DEROGES**

L'article 6.4 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG.